



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 24/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BONDUELLE EUROPE LONG LIFE

RUE NICOLAS APPERT
BP 30173
59650 Villeneuve-D'ascq

Références : 2024
Code AIOT : 0005102374

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2024 dans l'établissement BONDUELLE EUROPE LONG LIFE implanté 30 chaussée Brunehaut Usine d'Estrées-Mons 80200 Estrées-Mons. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BONDUELLE EUROPE LONG LIFE
- 30 chaussée Brunehaut Usine d'Estrées-Mons 80200 Estrées-Mons
- Code AIOT : 0005102374
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le site BONDUELLE à Estrées-Mons est spécialisé dans la production de surgelés et de conserves en

boîtes métalliques de légumes.

L'usine existe depuis 1963. Les installations permettent le traitement en période de campagne de plus de 1000 tonnes brutes de produits végétaux par jour. Le site d'Estrées-Mons assure une fonction de production toute l'année, bien que l'activité soit très saisonnière. La campagne débute en juin et s'étire jusqu'à novembre.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 14/02/2011.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 4.2.2	Sans objet
2	Protection des réseaux	Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 4.2.4.2	Sans objet
3	Gestion des ouvrages	Arrêté Préfectoral du 14/02/2024, article 4.3.4	Sans objet
4	Aménagement et équipement des ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 14/02/2024, article 4.3.6.1	Sans objet
5	Positionnement RSDE	Arrêté Ministériel du 24/08/2017, article /	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

Le positionnement de l'exploitant sur l'Arrêté Ministériel "RSDE" du 24/08/2017 a été évoqué. Une synthèse sur le positionnement est attendue afin de pouvoir acter la mise à jour du programme d'autosurveillance des rejets aqueux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...) • les secteurs collectés et les réseaux associés,

<ul style="list-style-type: none"> • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) • les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>Un plan des réseaux est présenté pour le site "usine". La dernière mise à jour est du 11 juillet 2019. Le plan de la STEP est présenté avec son fonctionnement.</p> <p>L'exploitant indique que pendant la période de Noël le rejet du site est en fonctionnement dit « canard » c'est à dire sans infiltration.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Protection des réseaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 4.2.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Isolement avec les milieux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p>Constats :</p> <p>La consigne est présentée. Celle-ci est présente dans le POI.</p> <p>Si une pollution intervient, la vanne de direction vers le dé-sableur est fermée et la vanne de direction vers le bassin en eau chargée est ouverte.</p> <p>Le suivi de la maintenance au niveau de la STEP est en cours de refonte (tableau excel pour le moment) pour être intégré dans la GMAO du site.</p> <p>L'exploitant indique que la maintenance préventive des vannes est réalisée trimestriellement lors du curage des fosses proche des vannes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Gestion des ouvrages

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2024, article 4.3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.</p> <p>Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y</p>

remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.
<p>Constats :</p> <p>Le registre est présenté. Les alarmes des automates de la STEP sont remontées au niveau du poste de garde. Celui-ci relaye l'information vers la personne en charge de la STEP ou l'astreinte le cas échéant. Le poste de garde remonte une fiche anomalie.</p> <p>Une fois par jour, la personne en charge de la STEP fait une ronde préventive et réalise les analyses/prélèvements.</p> <p>Un registre d'intervention/incidents dédié à la STEP est présenté (cahier de suivi au niveau de la STEP).</p> <p>L'exploitant indique qu'il va réaliser un renforcement des éclairages et qu'une vidéo surveillance va être mise en place.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2024, article 4.3.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le point de rejet d'effluents liquides en sortie de station est équipé d'un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...)</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les agents des services publics doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>La procédure des prélèvements journaliers des échantillons au canal de comptage est présenté.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que les points de prélèvements sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettent des interventions en toute sécurité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Positionnement RSDE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/08/2017, article /
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un courrier DREAL du 20/12/2019 demandait à l'exploitant un positionnement sur l'arrêté ministériel "RSDE" du 24 août 2017 (nouvelles Valeurs Limites d'Émission et nouvelles fréquences</p>

de surveillance en fonction des flux émis de chaque substance). Suite de l'inspection du 21 mars 2022 et résultat analyse "Émissions Tributylétain".

Constats :

Il avait été demandé à l'exploitant de réaliser de nouvelles analyse de la substance Tributylétain pour confirmer si le site était à l'origine de l'émission de cette substance dans ses rejets aqueux. L'analyse du Tributylétain a été réalisée le 30/06/23 et le 19/07/24. Les résultats indiquent qu'ils sont inférieurs au seuil de détection.

Concernant le positionnement RSDE, l'exploitant a envoyé divers documents suite à l'inspection du 21 mars 2022. L'inspection demande à l'exploitant de reprendre le rapport et de réaliser une synthèse sur les paramètres incriminés (justification des substances retenues, du suivi, de la proposition de fréquence de surveillance...) afin d'affiner les paramètres de surveillance et de clôturer le positionnement RSDE.

Concernant les teneurs en Zinc dans les rejets, l'exploitant avait indiqué lors d'une précédente inspection qu'une étude de l'INERIS avait mis en évidence que certains légumes relarguent du zinc : principalement les carottes, les choux de Bruxelles, la laitue et les épinards. Autant de légumes travaillés sur le site de Bonduelle.

L'exploitant a donc engagé une démarche "projet pilote de traitement des eaux industrielles par phytoremédiation" afin de déterminer la capacité de la station d'épuration du site à capter le zinc et d'autres paramètres. La mise en place des essais se fera à partir de mars 2025.

Ce projet pilote (environ 60 000€) sera composé de marais flottants avec sonde de température et végétalisation des rives avec schéma de plantation.

Si les résultats sont satisfaisants, l'exploitant indique qu'à l'échelle de la STEP le projet sera d'environ 3 M€.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de reprendre le rapport ayant suivi l'inspection du 21 mars 2022 et de réaliser une synthèse sur les paramètres RSDE le concernant (justification des substances retenues, du suivi, de la proposition de fréquence de surveillance...) afin d'affiner les paramètres de surveillance et de clôturer le positionnement RSDE.

Type de suites proposées : Sans suite